

Le hijab, la gauche et l'extrême gauche

(Ce texte a été présenté en juillet 2004 à une réunion de l'Alliance for Workers Liberty en Grande-Bretagne.)

Sur le site Oumma.com, un certain Dr Abdallah (ce monsieur s'appelle en fait Thomas Milcent; ce Français converti à l'islam s'est notamment spécialisé dans l'«assistance» aux jeunes écolières portant le hijab et a été élu au CFCM) explique de façon très cynique comment il conçoit l'éducation des enfants. Il rappelle que la période allant de 10 à 15 ans - la pré-adolescence et l'adolescence - constitue une étape cruciale dans la formation de la personnalité d'un être humain. Ce fondamentaliste pense donc que les enfants musulmans devraient fréquenter les écoles publiques jusqu'à l'âge de 10 ans car il estime que, jusqu'à cet âge, ils ne sont pas selon lui en «danger» (sic !). Ensuite, entre 10 et 15 ans, ils devraient étudier à la maison (si l'un des parents dispose du temps, des moyens matériels et de la formation nécessaires pour suivre l'éducation de son enfant), et enfin aller dans une école privée (concrètement dans une école catholique, étant donné la situation de l'enseignement privé actuel) jusqu'au bac.

Il est difficile de trouver une illustration plus claire et plus franche de ce qui est en jeu dans la discussion sur le hijab en France. Mais pourquoi diable cette discussion a-t-elle pris une telle place dans le débat public en France depuis quelques années ?

Les théories du complot

Lorsque l'on s'intéresse aux différentes réponses fournies à cette question, on se trouve rapidement face à une pléiade de ce qui ressemble fort à des «théories du complot»:

- complot islamiste (explication populaire chez les citoyennistes, les féministes laïco-républicaines, Lutte ouvrière, et généralement les médias de gauche);
- complot de l'Eglise catholique. Selon cette thèse, les musulmans favorables au port du voile dans les écoles françaises ne seraient que les «poissons pilotes», les outils inconscients, du Vatican. Ce dernier, par l'intermédiaire de la régionalisation et de la nouvelle Constitution européenne serait en train de remettre la main sur les sociétés européennes, d'imposer la doctrine corporatiste de l'Eglise, etc. (thèse favorite du PT et des milieux francs-maçons qu'il fréquente ou influence);
- complot islamogauchiste (explication de l'extrême droite qui se fonde sur les alliances contre-nature conclues entre certains groupuscules trotskystes et des tendances islamistes);
- complot multiculturaliste (thèse des intégristes républicains qui dénoncent, non sans raison, une montée du multiculturalisme, ou du communautarisme, dans des milieux allant de la droite libérale à l'extrême gauche), etc.;
- complot du gouvernement et du grand patronat, pour faire passer en douce une politique dite «néolibérale» qui démantèle tous les acquis sociaux (thèse répandue dans les cercles d'extrême gauche ou libertaires, et qui repose elle aussi sur des réalités incontestables), etc.

Dans cet inventaire, il manque probablement certaines des «théories» qui sous-tendent le débat sur le hijab, mais la plupart des intervenants dans la discussion n'ont guère dépassé le cadre de ce type d'explications. Ces thèses partent toutes d'un élément différent et bien réel de la situation française ou internationale, et devraient donc en principe être toutes passées en revue et décortiquées. Il m'est impossible, dans le cadre de cette brève intervention, de démêler la part de vérités et la part de fantasmes qu'elles contiennent. Cet exposé se limitera à évoquer brièvement quelques-uns des facteurs qui peuvent expliquer l'ampleur du débat, et à rappeler les positions des organisations de gauche et d'extrême gauche face à la nouvelle loi sur les «signes religieux ostensibles».

Des signes religieux... invisibles pendant des décennies

Tout d'abord, un petit retour en arrière et un témoignage personnel. Dans les années 60, quand j'étais un jeune catholique de gauche, favorable à la théologie de la libération, tous mes copains de lycée étaient «juifs». Mais ni moi ni mes copains ne nous définissions selon notre religion, réelle ou supposée, puisque certains de mes copains «juifs» étaient en fait... athées. Nous étions des adolescents de gauche, point barre. Nos idées politiques (grosso modo, l'antifascisme, l'antiracisme, l'opposition à la guerre du Vietnam et au gaullisme) déterminaient notre amitié et nos «identités». Nous n'aurions jamais pu imaginer que, dans les années 80, SOS Racisme donnerait une légitimité politique à des concepts comme ceux de «Blacks, Blancs, Beurs» qui relève, qu'on le veuille ou non, d'une typologie raciale voire raciste. Ces termes, dans les années 50 et 60 étaient totalement étrangers à la culture politique de la gauche et de l'extrême gauche. A l'époque, le MRAP dénonçait même le racisme de la société américaine qui divisait les individus en communautés fondées

notamment sur la couleur de peau. Le MRAP a fait du chemin depuis, mais pas vraiment dans le bon sens.

Lycéen dans les années 60, je n'aurais jamais imaginé qu'aujourd'hui, dans une cour de lycée parisien, des adolescents réserveraient des «territoires» différents aux «Renois», aux «Feujs» et aux «Rebeus»⁽¹⁾ et que des jeunes filles seraient prêtes à risquer l'exclusion pour leurs convictions religieuses. D'autre part, en ce qui concerne le port du «voile» dans l'espace public, le moins qu'on puisse dire est qu'il était plutôt discret: entre 1965 et 1981, je n'ai jamais aperçu qu'un nombre infime de hijab (je dirais plutôt de fichus à l'époque) sur les marchés ou dans les quartiers ouvriers où je militais.

J'ai travaillé comme employé d'Air France à Orly Sud et Charles-de-Gaulle entre 1979 et 1983, et nous assistions les trois compagnies d'Afrique du Nord (Tunis Air, Air Algérie, Royal Air Maroc). Les seules femmes «voilées» que l'on rencontrait dans les aéroports parisiens venaient des Emirats arabes unis ou d'Arabie saoudite - une poignée d'épouses de millionnaires locaux et leurs «domestiques» venaient en France chaque année. Mais les dizaines de milliers de travailleuses ou d'étudiantes algériennes, tunisiennes et marocaines qui retournaient dans leur pays d'origine pendant les vacances, ou qui venaient rendre visite à leur famille en France ne portaient jamais de hijab - et encore moins de burka.

Telle était la situation en France des jeunes filles et des femmes originaires du monde arabo-musulman, qu'elles croient en Allah ou n'y croient pas, dans les années 60 et 70. Elles ont immigré en France durant tout le XX^e siècle (certes en moins grande quantité que les hommes jusqu'en 1975) sans importer de «signes religieux ostensibles» - quand elles étaient croyantes. On peut évidemment se demander pourquoi et dénoncer le racisme ou l'intolérance des Français envers la religion musulmane, les Africains et les Nord-Africains, racisme et intolérance qui expliqueraient l'absence de «piété» ouvertement affichée chez les musulmanes de France. Mais ce type de critique, qui n'est pas tout à fait sans fondement, implique aussi (consciemment ou inconsciemment) que toutes les personnes originaires d'Afrique du Nord seraient des musulmanes pratiquantes - ce qui n'est pas vrai; et que le hijab serait un attribut vestimentaire obligatoire pour toute bonne musulmane, ce qui est inexact.

Certes la conception française de la laïcité et de la citoyenneté - Jules Ferry ne disait-il pas «Etre français c'est être citoyen» ? - a exercé une pression insidieuse très forte sur les femmes et les hommes musulmans. Le «modèle d'intégration» français dont se rengorgent les politiciens de droite et de gauche était en fait un modèle d'assimilation à travers l'École et l'armée (jusqu'à récemment pour cette dernière), modèle qui prétendait laisser la religion et les origines «ethniques» dans la sphère privée, tout en tolérant hypocritement de multiples discriminations dans la société. Mais ce climat relativement hostile à l'islam et surtout aux travailleurs maghrébins venus se faire exploiter en France ne suffit pas à expliquer l'absence du hijab dans l'immigration pendant des dizaines d'années.

Les origines du débat et l'extension du port du hijab

Depuis 1989, le hijab est devenu un élément important du débat politique. La discussion a commencé à l'intérieur et à propos du système scolaire. Les médias l'ont dramatisée pour augmenter le tirage des journaux ou faire de l'Audimat. Les politiciens ont alimenté constamment le débat, pensant peut-être détourner l'attention de la population vers un phénomène qui avait et a encore une dimension très limitée (quelques centaines de cas dans les écoles), alors que la classe ouvrière voit remettre en cause, l'un après l'autre, tous les acquis sociaux des décennies précédentes.

Reconnaissons que tout ce tapage médiatique a quand même une base matérielle incontestable: le port du hijab est en train de s'étendre dans l'espace public, même si les informations parcellaires dont on dispose à ce sujet sont diffusées par des médias avides de sensationnel et peu soucieux de mesurer l'importance statistique des faits qu'ils montent en épingle:

- dans certains hôpitaux, des maris musulmans exigeraient désormais un médecin féminin pour leurs épouses;
- des entreprises privées ou des administrations publiques ont licencié des employées ou des cadres lorsqu'elles ont décidé de porter le hijab;
- dans certaines banques, des vigiles ont refusé l'entrée à des clientes voilées;
- des mères portant le hijab se sont vu interdire d'entrer dans l'école pour venir chercher leur enfant, à moins qu'elles ne se découvrent;
- plus généralement dans les rues, chacun peut constater la progression du nombre de femmes portant le hijab⁽²⁾. Mais force est de constater que ce n'est pas le port du hijab dans l'espace public qui est au centre du débat, mais uniquement dans le cadre scolaire. On peut donc avancer l'hypothèse que la polémique n'est pas si superficielle que cela, qu'elle traduit un malaise, une intolérance, assez répandue dans toutes les couches de la population vis-à-vis de la visibilité nouvelle d'une religion, l'islam. Serait-on donc face à une poussée d'«islamophobie», comme le prétendent à la fois une partie de l'extrême gauche, mais aussi les musulmans de toutes tendances ?

La réponse est plus complexe. Car il est difficile d'accuser d'«islamophobie» les partis de droite et de gauche qui ont tout fait depuis quelques années pour que la «communauté musulmane» s'organise dans le Conseil français du culte musulman et dispose donc d'un organe représentatif. De même, le contenu des manuels d'histoire concernant l'islam a singulièrement changé et l'Ecole fait un effort méritoire pour donner un aperçu de ce qu'est la religion musulmane. Il faut donc se tourner vers d'autres explications possibles et se demander notamment si le développement du port du hijab correspondrait à l'apparition d'organisations musulmanes de masse en France qui organiseraient leurs fidèles et constitueraient désormais un lobby actif.

Les organisations dans l'immigration

En France, traditionnellement ni les travailleurs ni les étudiants d'Afrique du Nord n'ont jamais disposé d'une organisation centralisée qui puisse représenter leur prétendue «communauté» musulmane et négocier avec l'Etat français. Les associations officielles liées aux Etats algérien, marocain ou tunisien n'ont jamais organisé sérieusement leurs ressortissants, ouvriers ou étudiants. Leur seul objectif a toujours été de repérer les opposants politiques pour les espionner en France et les arrêter quand ils reviennent au pays. Dans un but purement policier, les amicales officielles s'intéressent aussi à ceux qui participent à des grèves ou à d'autres luttes en France et qui découvrent les idées politiques de gauche et le syndicalisme.

Il existe depuis 1927 une mosquée à Paris dont le recteur était de temps en temps considéré comme une sorte de porte-parole des «musulmans», mais cette mosquée n'a jamais construit autour d'elle un réseau puissant d'associations religieuses ou para-religieuses. Pour dire la vérité en 1975, il n'existait en France qu'une douzaine de mosquées, chiffre à comparer avec les 1 700 centres de prières et mosquées recensées aujourd'hui (même si les polémiques font rage à ce propos entre les différentes tendances membres du Conseil français du culte musulman, certaines n'étant que des hangars vides, rarement utilisés, mais bien utiles pour gonfler l'importance de tel ou courant). L'absence de représentation «musulmane» était en partie liée aux particularités de l'Islam lui-même, mais il était aussi la conséquence des pressions de l'Etat français. L'Etat obligeait les musulmans vivant en France à faire profil bas, à avoir, dans de nombreux cas, une pratique religieuse quasi clandestine. Bien sûr, aucun gouvernement ne défendait ouvertement cette conception. Mais c'est ce qui explique pourquoi la France compte si peu de mosquées: certes leur construction n'est pas illégale, mais la plupart des maires trouvaient (et trouvent encore) une prétendue «raison technique» pour refuser le permis de construire. La plupart des musulmans sont obligés de prier dans des locaux inadéquats - situation très humiliante pour eux.

Joxe, Chevènement, Sarkozy: le grand tournant

Face au développement progressif du port du voile, à la crainte d'un noyautage des «communautés musulmanes» par des groupuscules fondamentalistes ou islamistes, les partis gouvernementaux ont donc décidé, à la fin des années 90, que la situation devait changer. Deux dirigeants sociaux-démocrates (Pierre Joxe et Jean-Pierre Chevènement) et un politicien de droite (Nicolas Sarkozy), tous trois successivement ministres de l'Intérieur, ont joué un rôle décisif dans ce tournant politique.

Un Conseil français du culte musulman a été formé en décembre 2002 après 42 réunions sous la pression des gouvernements de gauche et de droite. Au terme de discussions acharnées entre les tendances musulmanes rivales, des élections ont été organisées sur une base très controversée. On a décidé d'utiliser, dans les mosquées et les centres de prière, le nombre de mètres carrés contrôlés par chaque courant pour déterminer le nombre de délégués accordés à chaque tendance. Une telle décision a évidemment favorisé les courants financièrement et politiquement liés aux Etats musulmans les plus prodigues: l'Algérie (la moins généreuse), le Maroc, l'Arabie saoudite et les Emirats. C'est l'organisation la plus proche des Frères musulmans, l'UOIF, qui a gagné ces premières élections, mais c'est le recteur de la mosquée de Paris (courroie de transmission du pouvoir algérien) qui, par volonté de compromis, en a été le premier président, désigné pour deux ans.

Les partis gouvernementaux français ont donc décidé d'impulser la création d'une représentation religieuse pour la prétendue communauté «musulmane». Cette mesure peut paraître généreuse, puisqu'elle était présentée comme un moyen d'aider les musulmans vivant en France à mieux s'intégrer, voire leur donner un coup de pouce pour qu'ils modernisent leurs conceptions religieuses et les mettent plus en accord avec les droits de l'homme. Le paternalisme de la démarche peut être jugé déplaisant (après tout, cela devrait être aux musulmans de décider comment ils doivent s'organiser ou non face à l'Etat) mais n'a rien d'étonnant. Par contre, ce qui est plus dangereux, c'est ce qui semble se dessiner à droite comme à gauche: les partis gouvernementaux considèrent que la plupart des Africains et des Nord-Africains (qui constituent l'essentiel des «musulmans» supposés en France), ainsi que leurs descendants de la «deuxième génération» (ce terme est à lui seul tout un programme), pour être respectés comme des citoyens à part entière devraient d'abord s'organiser sur une base religieuse. Une curieuse conception de la laïcité qui ouvre la boîte de Pandore du multiculturalisme au nom du «respect» de toutes les religions et de toutes les différences. Mais

pourquoi donc la droite et la gauche ont-elles changé radicalement d'avis après avoir, pendant des années, nié l'existence du moindre problème religieux concernant les musulmans de France ?

Désagrégation des quartiers ouvriers et rôle de la religion

Cela s'explique en partie par le fait que les migrants susceptibles d'être musulmans et leurs descendants vivent généralement dans des quartiers ouvriers qui ont été de plus en plus abandonnés par l'Etat, les entreprises privées, etc., depuis les années 70. Face à la lente désagrégation de ces quartiers, à l'apparition, dans certains d'entre eux, de petites mafias et de gangs locaux, face aux tentatives de groupuscules islamistes de profiter de la misère sociale pour recruter des partisans pour leur cause, les principaux partis gouvernementaux ont refusé de s'attaquer aux racines des problèmes: le chômage, le manque de services publics de qualité, la dégradation des logements sociaux, etc. Ils ont préféré faire un choix beaucoup plus économique: d'une part, coopter un certain nombre de militants issus de l'immigration dans les services municipaux (médiateurs, animateurs, etc.) et d'autre part permettre aux dirigeants musulmans locaux de mieux contrôler idéologiquement une partie des quartiers populaires. Les partis de droite et de gauche ont donc tenté de pousser en avant les forces religieuses musulmanes les plus «modérées», celles qui sont capables de respecter les exigences de l'Etat et d'approuver sa politique sécuritaire.

Dans ces zones, le Parti communiste français et ses organisations satellites ont presque disparu; l'extrême gauche (à part Lutte ouvrière et quelques petits groupes maoïstes locaux) n'y a jamais fait le moindre travail politique systématique; et, pour couronner le tout, le pourcentage de chômage, de logements insalubres, de viols et de violence conjugale, de trafic de drogue, etc., est assez élevé. (Pour ce qui concerne les viols, la violence conjugale et le trafic de drogue, les taux sont sans doute aussi élevés dans les «beaux quartiers», mais les flics n'y mettent guère le nez, donc on ne dispose pas de statistiques aussi frappantes que pour les banlieues ouvrières.)

Je viens de vous dire que l'Etat français était apparemment en train d'abandonner une partie de ses fonctions de contrôle social aux imams, aux dirigeants religieux locaux, voire à certaines sectes musulmanes (par exemple, les salafistes), pour organiser chaque prétendue communauté sur une base religieuse. Bien sûr, cette description est caricaturale; il s'agit d'une tendance, mais le processus global est beaucoup plus complexe et contradictoire parce que l'idéologie républicaine laïque reste encore officiellement au centre du jeu politique français.

Pour illustrer les attitudes contradictoires des gouvernements de droite et de gauche, on peut par exemple s'intéresser aux récents programmes des IUFM, instituts où sont formés les futurs enseignants. D'un côté, on a tendance à réhabiliter l'étude des religions à l'école, comme un domaine séparé des autres. L'IUFM invite des imams, des pasteurs, des prêtres et des rabbins pour qu'ils expliquent chacun leur religion aux futurs profs. D'un autre côté, l'islam est dépeint dans de nombreux médias comme la religion la plus en retard, pour ne pas dire arriérée, comme la seule religion incapable de se réformer et de devenir une religion «moderne», «respectable», comme les autres religions sont censées l'être. Et l'on peine à croire que cette incessante campagne médiatique n'influence pas les jugements des enseignants... et des autres. Le tournant politique «communautariste» des partis de droite et de gauche a finalement soulevé beaucoup moins d'objections et de polémiques que la proposition de loi sur les signes religieux ostensibles qui a divisé tous les partis, de la droite à l'extrême gauche selon des lignes de fracture inhabituelles, et qu'il n'est pas toujours facile de déchiffrer.

Ceux qui étaient opposés à la nouvelle loi (comme c'était mon cas) se sont trouvés aux côtés de gens bien peu recommandables (de l'Eglise catholique aux islamistes). Mais ceux qui ont pris parti pour la nouvelle loi (par exemple Lutte ouvrière) étaient eux aussi en bien mauvaise compagnie (les racistes anti-Arabs). En fait, le plus important dans ce débat n'a pas été l'approbation ou la condamnation du texte (qui finalement ne changeait rien de fondamental puisqu'il ne faisait qu'affirmer des principes vieux d'un siècle), mais le contenu visible ou subliminal des argumentaires avancés.

Les pro-loi

Le Parti socialiste est le principal parti de la gauche française, en termes électoraux, mais certainement pas en termes du nombre de militants ouvriers. Le PS défend ce qu'il appelle une conception «ouverte» de la laïcité, qui est de fait un pas en direction du multiculturalisme. En d'autres termes, la laïcité s'est transformée pour les sociaux-démocrates en la notion passe-partout de «tolérance», concept moderne et branché, plus proche de la psychologie apolitique que du combat social et militant. Les socialistes ont renoncé à défendre clairement la liberté de pensée pour tous les individus, qu'ils croient en Dieu ou soient athées⁽³⁾. Ils ont soutenu la nouvelle loi sur les «signes religieux ostensibles» sans que cela soulève une grande discussion au sein de leur parti. Leur attitude est tout à fait compréhensible puisqu'ils ont décidé, dans les années 90, de dénoncer ce que le Front national et tous les autres politiciens bourgeois appellent «l'insécurité» dans les quartiers ouvriers. Dans l'esprit de la plupart des Français (et malheureusement dans l'esprit d'une partie des étrangers vivant en France), insécurité rime avec immigration, Arabes et musulmans. Donc les politiciens socialistes (et les autres) jouent sur du velours lorsqu'ils proclament sur tous les tons que les extrémistes islamistes menacent la douce France⁽⁴⁾ et les droits des femmes en

manipulant les jeunes filles «voilées».

C'est le même ministre socialiste (Jean-Pierre Chevènement) qui défendait bec et ongles les flics quand il était ministre de l'Intérieur; qui dénonçait violemment les «sauvageons» des banlieues ouvrières; et qui a obligé les différents groupes religieux musulmans à s'unir et à s'organiser au sein de ce qui allait devenir, sans lui, le Conseil français du culte musulman.

Les féministes pro-républicaines et citoyennistes, comme Ni putes ni soumises, ont également soutenu la nouvelle loi. Ni putes ni soumises est une petite organisation qui dispose de la sympathie manifeste des médias. Elle a été créée dans certains quartiers ouvriers pour dénoncer le harcèlement sexuel, les viols collectifs (les «tournantes»), mais aussi les pressions des imams et des musulmans intégristes sur les jeunes filles et les femmes. Elle entretient malheureusement des liens étroits avec le Parti socialiste. Bien que les jeunes (femmes et hommes) qui sont actifs dans ce groupe soient certainement sincères, ils sont clairement en train d'aider la social-démocratie à redorer son blason dans ces quartiers. Le Parti socialiste essaie de répéter aujourd'hui, avec la révolte de ces jeunes femmes, la même opération politique qu'il a menée dans les années 80. A l'époque un mouvement radical intitulé La Marche des beurs s'était créé chez les jeunes migrants ou les Français d'origine nord-africaine vivant dans les quartiers ouvriers. Grâce au Parti socialiste, ce mouvement radical a été liquidé par la création de SOS-Racisme dans les années 80.

Parmi les groupes d'extrême gauche, deux des trois principaux groupes trotskystes ont soutenu la nouvelle loi: Lutte ouvrière et le Parti des travailleurs. Bien que LO ait construit des organisations dans l'immigration antillaise et africaine, elle n'a jamais réussi (ou jamais essayé ?) de construire des groupes dans l'immigration nord-africaine. Son soutien à la loi est peut-être lié à sa tentative de courtiser les féministes citoyenno-républicaines de Ni putes ni soumises. LO essaie sans doute de séduire une partie de la petite-bourgeoisie laïco-républicaine et en même temps elle n'a guère envie de prendre à rebrousse-poil les ouvriers qui sont favorables à la nouvelle loi... parce qu'ils n'aiment pas les «musulmans», c'est-à-dire «les Arabes». Ou encore son implantation dans les milieux enseignants l'incite peut-être à nager dans le sens du courant, et non à contre-courant, sur une question qui lui semble secondaire par rapport à ses priorités organisationnelles et politiques. L'autre groupe (soi-disant) révolutionnaire qui a soutenu la nouvelle loi est le Parti des travailleurs, curieux front de quatre courants dominé par des trotskystes. Très hostile à la religion catholique, il contrôle une association de libres-penseurs et entretient traditionnellement des liens avec la franc-maçonnerie, une vieille habitude, ou plutôt une vieille tare du mouvement ouvrier français, comme Trotsky le faisait déjà remarquer il y a 80 ans. Et le PT est sur une ligne totalement chauvine et pro-étatique, ce qui explique sans doute son soutien à la loi.

Les anti-loi

Parmi les opposants à la loi, qui ont adopté une position proche de celle de l'AWL, il faut mentionner la majorité de la LCR: «Non à la loi, non au voile», ont-ils proclamé, position tout à fait sensée pour des révolutionnaires. Mais l'opposition la plus forte à la loi est venue de ce que j'appellerais la gauche multiculturaliste, même si probablement aucun militant de ces courants n'accepterait une telle définition. On peut schématiquement diviser cette gauche multiculturaliste en trois groupes: 1) des courants au sein de la LCR elle-même (courants qui ont été récemment renforcés par l'adhésion d'une centaine de militants de la «section» française du Socialist Workers Party britannique. Ce groupe est devenu tristement célèbre pour son slogan inepte: «Nous sommes tous des musulmans» ! calqué sur le slogan de mai 68: «Nous sommes tous des juifs allemands»⁽⁵⁾);

2) des féministes (cf. Christine Delphy) qui ont essayé de comprendre les raisons individuelles complexes qui peuvent pousser des jeunes pré-adolescentes ou adolescentes à porter le hijab. Ces féministes pensent que l'ennemi principal devrait être le racisme et pas la religion musulmane et ses pratiques dites «vestimentaires». Dans ces milieux, la possibilité d'un «féminisme musulman», voire même d'un «féminisme islamiste», est parfois prise au sérieux, tout comme chez les «alter» ou au *Monde diplomatique*.

3) Et la troisième force d'opposition à la loi est constituée par la majorité d'ATTAC, mouvement altermondialiste qui comprend une bonne proportion de chrétiens de gauche - ce qui peut expliquer pourquoi ATTAC est aussi coulante avec la laïcité. Le combat de ces opposants à la nouvelle loi a rejoint et conflué avec la lutte menée par Tarik Ramadan. Ses livres et ses conférences influencent les jeunes qui se sentent attirés par l'islam. Ils ont l'impression que cette religion leur permettra enfin d'affirmer leur dignité d'êtres humains et de protester contre le racisme et les discriminations sociales dont ils sont victimes en France.

A ces jeunes, hommes et femmes, Tarik Ramadan propose un projet politico-religieux assez confus, mais qui repose sur une fusion entre l'islam et les valeurs républicaines et laïques dites «françaises». Il leur offre la possibilité d'être doublement fiers: fiers d'être des citoyens français nationalistes et fiers en même temps d'être de bons musulmans. «Rien que du bonheur» en perspective, comme on dit à la télé...

La nouvelle loi ne changera rien

La nouvelle loi concernant les signes religieux ostensibles a été votée par presque tous les députés français. Pour être précis, 494 députés ont voté pour, et 36 contre. Parmi les opposants à la loi, la

moitié appartenait à la gauche, l'autre moitié à la droite. Jusqu'à maintenant, chaque année, seules quelques centaines de jeunes filles sur les 12 millions d'élèves (de l'école élémentaire à la fac) essaient de porter le hijab et sont expulsées des écoles.

Cette loi ne résoudra rien. Elle risque même d'empirer la situation et d'encourager d'autres adolescentes ou d'autres parents à porter le fameux «foulard». Exclure des jeunes filles et les renvoyer chez elles (ou dans des écoles privées catholiques !) n'est pas non plus une solution, en tout cas pour nous, révolutionnaires. Ce qu'il faut c'est discuter avec ces élèves, discuter et discuter jusqu'à ce que les parents, les élèves et les professeurs arrivent à un compromis. Pour le moment, il n'existe pas une seule école élémentaire musulmane, ni un seul collège musulman en France. Quant aux lycées privés musulmans, il n'en existe qu'un seul, ouvert en septembre 2003 à Lille avec 17 élèves !). Par conséquent, le principal danger n'est pas la multiplication des écoles musulmanes, mais le fait que des jeunes filles restent coincées à domicile, étudient par correspondance, ce qui les handicapera encore davantage pour poursuivre leurs études, et les soumettra encore davantage à la pression de leur entourage intégriste ou obscurantiste – dans le cas où ce sont leurs parents ou leurs frères qui les ont poussées à porter le hijab.

Exclure les jeunes filles portant le hijab ne fera que renforcer leur isolement et leur possible embrigadement par des sectes musulmanes ou des groupes politiques islamistes.

Les professeurs n'ont pas à enseigner à leurs élèves leurs préférences par rapport à l'athéisme ou telle ou telle religion. Ils doivent aider les jeunes, filles et garçons, à penser par eux-mêmes, à acquérir un esprit critique. Alors peut-être les élèves se rendront-ils compte progressivement que les religions ne viennent pas du Ciel mais sont un produit de l'histoire humaine. Mais la neutralité qui s'applique aux enseignants ne concerne absolument pas les groupes révolutionnaires.

Le rôle des révolutionnaires

Aujourd'hui en France, peu de révolutionnaires ont une attitude offensive vis-à-vis de la religion et de l'aliénation religieuse. Peu de gens critiquent sérieusement le poids de l'Eglise catholique dans la société française. De plus en plus d'intellectuels, de journalistes et de politiciens prétendent que les religions (et par religions ils entendent souvent toutes les religions à part l'islam) ont eu un rôle civilisateur et qu'il faudrait leur rendre hommage pour cette vertu. Les partis gouvernementaux français, quant à eux, veulent souligner l'importance des différentes religions, à cause de leurs prétendues «valeurs positives» qui pourraient influencer sur les comportements des enfants aujourd'hui et faire reculer «l'incivilité». Ces enfants dont on accuse, par la même occasion, les parents d'avoir perdu toute morale, d'ignorer les «valeurs républicaines» ou les «valeurs familiales» de base.

C'est pourquoi toute critique de l'islam doit être toujours accompagnée de critiques contre les autres religions (en particulier la religion catholique en France) et contre la prétendue morale civique proposée par l'Etat bourgeois.

(Y.C., *Ni patrie ni frontières* n° 8-9, mai 2004)

Notes

1. Certains prétendent que ce reportage réalisé dans un lycée du XVII^e arrondissement de Paris, aurait été «bidonné»: j'ignore si c'est vrai, et jusqu'à quel point les propos des lycéens ont été déformés au montage, mais ce qui est sûr c'est qu'une telle tentative de bidonnage aurait été tout simplement impossible dans les années 50 et 60 parce que l'ethnicisation de la vie politique était étrangère à la culture de la gauche... et même de la droite gaulliste; de plus ce reportage évoquait aussi le comportement d'un père intégriste juif qui trouvait normal de dispenser de cours sa fille deux fois par semaine, ainsi que la bagarre d'une prolétaire africaine (parfaitement consciente des conséquences catastrophiques de l'exclusion pour son enfant) contre sa fille qui voulait absolument porter le hijab et prenait chaque phrase du Coran pour l'expression exacte de la réalité. Curieusement les critiques du prétendu bidonnage ne se sont pas intéressés à ces aspects, fort dérangeants pour des tenants du «multiculturalisme à la française», car ils touchent à deux questions délicates: d'un côté, le fondamentalisme juif tout aussi rétrograde que les autres fondamentalismes religieux; de l'autre, la fascination que peut exercer l'obscurantisme musulman (ou celui de n'importe quelle autre religion) sur l'esprit influençable et totalement acritique d'une adolescente.

2. On peut ajouter, pour l'anecdote, mais elle est significative, cette discussion sur un site musulman à propos de Mohammed Latrèche dirigeant du très intégriste Parti des musulmans de France. Très sérieusement, plusieurs internautes considèrent que ce monsieur n'est pas un «vrai» musulman parce qu'il ne programme pas les manifestations en fonction des 5 prières quotidiennes et qu'il ne demande pas à ses partisans d'interrompre les manifestations pour prier. Si l'on tient compte des heures de prière des musulmans, des horaires de la messe, du service protestant et du shabbat des juifs, on se demande quand on pourra mobiliser qui que ce soit ayant des convictions religieuses sur un thème politique !

3. A ce propos il est intéressant de noter que, dans les innombrables débats télévisés sur la question du hijab, des mots comme «athées» ou «athéisme» ne sont pratiquement jamais prononcés.

Dans la bouche de 99% des journalistes, intellectuels, universitaires et autres prétendus spécialistes, les athées sont ramenés à des gens qui «ne croient en rien», comme si la religion était autre chose qu'une imposture intellectuelle, un vide sidéral et sidérant, dans tous les sens du terme.

4. Comme il fallait s'y attendre, la prise d'otages de centaines d'enfants à Beslan, en Tchétchénie, puis celle de deux journalistes français en Irak ont renforcé dans leurs convictions les partisans de la loi sur les «signes religieux ostensibles». Les jeunes filles souhaitant porter le hijab dans les écoles se sont vues soumises à un invraisemblable chantage (en clair: «Si vous gardez votre hijab ou votre bandana, vous êtes complices des preneurs d'otages»). De leur côté, les membres du Conseil français du culte musulman sont allés prêter allégeance à Chirac, à la nouvelle loi et à la laïcité «à la française» en se rendant... à Bagdad. Le conflit israélo-palestinien aurait pourtant dû apprendre à certains que l'intervention des autorités religieuses, quelles qu'elles soient, n'a jamais résolu le moindre conflit politique: rabbins, imams et curés peuvent échanger à l'infini des citations de la Bible, de la Torah et du Coran, cela n'empêchera ni les agissements colonialistes des gouvernements israéliens ni les attentats suicides criminels du Hamas.

En France, la question du «foulard» doit être traitée et discutée en termes politiques et non religieux: défense des droits de l'enfant et de la femme, respect de la liberté de conscience, séparation totale des cultes et de l'Etat, etc. Sur ces questions, les autorités religieuses (catholiques, juives, protestantes et musulmanes) peuvent certes s'exprimer, mais il ne faut surtout pas les laisser orienter la discussion dans une direction qui sert leurs intérêts: remise en cause de la laïcité, financements d'établissements confessionnels, revalorisation du statut du discours religieux en toutes occasions, etc.

5. L'origine de ce slogan est intéressante: *L'Humanité* ayant dénoncé l'«anarchiste allemand Cohn-Bendit», on crut avoir lu le «juif allemand Cohn-Bendit» et ainsi naquit un slogan qui fut retourné contre les staliniens français. On ne prête qu'aux riches...